

## Carte blanche

# « Je déclare que le voile est le symbole d'un projet politique totalitaire »

Moi, citoyenne belge de culture musulmane, originaire du Mali, un pays musulman à 90 % où la religion influence fortement les lois, règlements et différents aspects de la vie quotidienne, où certaines coutumes et traditions rétrogrades perpétuent les discriminations à l'égard des femmes, où plus de 80 % des filles sont victimes des mutilations génitales, où la polygamie est légale, où les mariages forcés sont imposés aux jeunes filles, où en matière d'héritage, les femmes sont frappées du sceau de l'inégalité, où, dès le plus jeune âge, on apprend aux petites filles que leur destin est de souffrir, de se résigner, de se soumettre, de se marier, de faire des enfants et de faire honneur à la famille,

Moi, qui suis issue d'un pays où l'intégrisme islamique gagne du terrain avec comme corollaire la prolifération du port du voile, où les avancées législatives en matière de droits des femmes se heurtent aux pressions des autorités musulmanes, au nom de la paix sociale, de l'unité nationale, de la préservation des valeurs sociales et religieuses maliennes qui confinent les femmes dans des statuts de citoyennes de seconde zone,

Moi qui, comme tant de consœurs, ai eu la chance de m'épanouir et me réaliser en Belgique dans un espace de liberté que les femmes ont conquis par de longues et âpres luttes,

Je déclare que l'immixtion du religieux dans l'espace public et le détricotage de la neutralité de l'Etat n'augurent rien de bon pour la démocratie et les droits des femmes.

Je déclare que l'émancipation n'est pas un luxe réservé aux femmes occidentales, que l'égalité hommes/femmes n'est pas négociable, ajustable, en fonction des demandes, revendications de revendications culturelles, religieuses ou supposées comme telles émanant d'individus, de communautés, de groupes.

Je déclare que de nombreuses femmes musulmanes dans le monde relient combat contre les intégrismes religieux et promotion de la laïcité. Elles savent que certains laxismes sonnent comme des glas pour elles qui luttent et risquent leur vie en Egypte, en Somalie, en Inde, en Iran, au Soudan, au Pakistan au Maroc, en Algérie, et ailleurs contre la polygamie, la lapidation, l'enfermement de leurs corps dans des lincauls ambulants, l'imposition du port du voile, la répudiation, l'excision, les crimes d'honneur.

Que dire à celles qui ont pris le chemin de l'exil et qui voient se reproduire sous leurs yeux un système de justice à la carte où, selon que vous soyez de telle ou telle confession, religion ou philosophie, les jugements de la cour vous rendent blancs ou noirs ?

Peut-on, au nom de la tolérance, du relativisme culturel, du multiculturalisme, de la liberté de religion, demander à certaines femmes vivant dans nos pays d'avoir moins de droits ?

Je déclare que le voile est le symbole de l'instrumentalisation des femmes au nom de la religion, d'un projet politique totalitaire qui sème la terreur dans certains pays, de la tentative d'asservissement, de mise sous tutelle de la femme, de la séparation des espaces féminins et masculins, une supercherie des fondamentalistes musulmans pour réaffirmer leur domination sur le corps des femmes et leurs libertés. Dans certains quartiers, les filles n'ont d'autre choix que de se voiler ou de faire attention à leur tenue vestimentaire pour ne pas subir les injures et le mépris de certains mâles auxquels on a appris que la vertu d'une femme est proportionnelle à la quantité de tissu qui la recouvre.

Je déclare qu'on atteint le summum de l'endocrinement quand l'esclave intègre ses chaînes comme normales, lorsqu'elle ne peut plus penser autrement que par le

## L'ESSENTIEL

- « Je déclare que l'immixtion du religieux dans l'espace public n'augure rien de bon pour la démocratie et les droits de la femme. »
- « Je déclare que la peur d'être qualifié de raciste a muselé bien des consciences. »
- « Je déclare qu'il y a urgence à légiférer. »



© ALAIN DEWEZ.

prisme d'une société qui la convainc depuis la plus tendre enfance à travers les traditions, les cours de religion, les prêches que sa nature de femme la prédispose à occuper une position d'infériorité, de soumission. C'est cette même violence symbolique qui pousse les mères à infliger à leurs filles les violences comme le mariage forcé, les mutilations sexuelles génitales dont elles ont été elles-mêmes victimes.

Je déclare que toutes les femmes voilées ne sont pas soumises et que toutes les femmes qui ont les cheveux au vent ne sont pas libres et émancipées, mais que les filles et femmes, qui portent le voile par attachement culturel, conviction religieuse, ou parce qu'on leur interdit de le porter, n'enlèvent rien à la signification politique de ce voile sacralisé par les isla-

**Il est minuit moins cinq ! Il ne s'agit pas d'une offensive contre les religions. Il s'agit de les remettre à leur juste place, dans la sphère privée**

mistes et imposé via un prosélytisme de procureurs autoproclamés de Dieu. Celles qui avancent l'argument de « c'est mon choix » devraient avoir la décence et la « sororité » de reconnaître l'oppression de celles qui n'ont pas le choix.

Je déclare qu'en Europe, les offensives des islamistes contre les droits des femmes renforcent celles des partis conservateurs, de l'Eglise catholique, des lobbies religieux très puissamment implantés dans les nouveaux Etats membres et qui s'emploient à faire reculer les droits des femmes au sein de l'Union européenne. Leur mot d'ordre : revenir à l'ordre archaïque de hiérarchie patriarcale qui renvoie les

femmes aux devoirs que leur dicte leur nature, à leurs sacro-saintes obligations terrestres dictées par les hommes assistés par Dieu le père, le fils et les Saints Esprits sexistes. Pas d'amen ! C'est là que la société doit intervenir au nom des droits humains !

Je déclare que les conquêtes féministes en Occident n'ont pas été arrêtées dans leur marche pour l'émancipation par la peur de stigmatiser les Eglises opposées aux droits et aux libertés des femmes. Pourquoi l'islam serait-il soustrait à cette remise en question ? Ce qui est bon pour une religion ne le serait donc pas pour une autre ?

Je déclare que la majorité des citoyens de culture musulmane vivent leur foi, quand ils en ont, en toute tranquillité, qu'ils n'en peuvent plus d'être essentialisés, considérés comme un groupe homogène dont chacun des membres partage la même façon de penser, de vivre, assignés à résidence dans « une communauté » par une minorité vagissante qui leur impose un terrorisme psychologique, parle en leur nom et qui bénéficie d'un surcroît de respectabilité de la part de certaines tribunes médiatiques et politiques.

Je déclare que le silence des intellectuels musulmans modérés est aussi assourdissant que la clameur des relativistes, des obscurantistes et d'une certaine classe politique qui se soucie plus de calculs électoralistes et d'enjeux de pouvoirs que de proposer un véritable projet démocratique de vivre ensemble.

Je déclare que la peur d'être qualifié de raciste a muselé bien des consciences, que nous sommes prêts à accepter l'intolé-

nable par peur d'être taxés d'intolérance. Que d'abandons en reculades, nos valeurs démocratiques régressent.

Je déclare qu'il y a urgence à légiférer. A l'Etat de jouer son rôle de garant et de gardien des libertés fondamentales, où la liberté de croyance ou de non-croyance est garantie dans le respect des valeurs fondamentales grâce à un cadre juridique qui pose des balises. Je lance un appel aux progressistes de tous les partis, pour qu'ils unissent leurs voix pour ne pas reporter, dans les enceintes des parlements, les dix propositions déposées par le Mouvement Réformateur concernant le port de signes convictionnels – outre l'interdiction du port ostentatoire de signes d'appartenance dans les écoles relevant de la compétence du réseau officiel, les propositions déposées par le MR visent notamment à interdire aux parlementaires exerçant une

## Fatoumata Sidibé, députée bruxelloise FDF, ex-« Ni putes ni soumises »

Avant d'être élue, l'année dernière, sur la liste FDF, députée bruxelloise, Fatoumata Sidibé était présidente du comité belge de Ni putes ni soumises (NPNS), actif depuis 2006, dont la mission première consiste à « promouvoir l'égalité des droits entre les hommes et les femmes ». Belge d'origine malienne, 46 ans, licenciée en communication et romancière, elle combat depuis longtemps « l'obscurantisme, la loi du silence, la violence faite aux femmes, la misogynie... ». Sa mère l'avait surnommée « poudre de piment ». Avant Ni putes ni soumises, Fathy, comme elle est surnommée, avait travaillé dans une boîte de communication, au Centre du Libre – « elle a l'intelligence et

l'autonomie qu'il faut, c'est une femme plurielle qui sait se battre pour ses idées », selon le directeur, Denis Stokink –, pour Médecins du monde, pour les magazines *Demain le monde* et *Défi Sud...* La contraception dans les milieux musulmans conservateurs, les viols qui cachent leur nom, le sexisme à l'école ont toujours été des combats à mener pour Fathy Sidibé. En lançant NPNS, elle déclarait : « Le féminisme est mort, vive le féminisme ! » De l'excision au port du foulard forcé, de l'entrisme islamique sur les campus aux violences conjugales, « tout est à faire », insistait-elle, rappelant que « la tolérance tue autant que le fanatisme. On ne peut pas tout tolérer au nom de Dieu ou de la Tradition ».

lesoir.be

Chattez avec Fatoumata Sidibé ce mardi entre 11 h 30 et 12 h 30 sur [www.lesoir.be/](http://www.lesoir.be/)